

Magnette à Michel : « Que cessent la revanche et la rancune ! »

ÉTAT FÉDÉRAL Le ministre-président wallon interpelle sévèrement le Premier ministre

► A 48 heures des Fêtes de Wallonie, Paul Magnette aux Wallons, en substance :

« Du moral svp ! »

► A Charles Michel :

« Du dialogue svp ! »

► A la gauche

européenne :

« Réveillez-vous svp ! »

ENTRETIEN

A l'Elysette mercredi après-midi, à Namur : le ministre-président wallon volontaire, offensif, tout le monde y passe. Voyons...

Un comité de concertation s'est tenu mardi, qui ne semble pas avoir porté beaucoup de fruits. Qu'en est-il de la concertation avec le fédéral ?

Compliqué. Je sérierais les dossiers. Certains sont difficiles à manier depuis Mathusalem, comme le survol de Bruxelles. Sur d'autres, on fait des efforts de part et d'autre pour se hisser au-dessus de la mêlée, je pense à la crise des réfugiés, où je refuse de m'engager dans quelque polémique sur le nombre de places, pour les demandeurs d'asile, assumées en Wallonie et dans les autres Régions ; tant mieux si l'on arrive à rééquilibrer les choses un moment, mais il n'y a pas réellement de crispation. En revanche, l'enjeu fiscal et budgétaire, là...

Là...

On n'a pas atteint un fédéralisme mature, ça, non ! Sur la fiscalité, un sujet important, on a un gouvernement qui fixe ses grandes orientations en juillet, et qui, depuis lors, ne notifie rien aux Régions. On n'a rien reçu, pas un document, un tableau, un mail, un coup de téléphone.

Rien ?

Rien. Tout ce que l'on apprend, c'est par la presse. On doit faire notre budget fin septembre, dessiner notre trajectoire budgétaire mi-octobre, tout cela sans savoir quel sera l'impact sur nos recettes des mesures prises

au fédéral. J'ai horreur de me plaindre, je n'ai aucun plaisir à me mettre dans cette position, mais mon devoir comme ministre-président c'est de défendre les intérêts wallons, et de dire que si le fédéral envisage de prendre des mesures qui risquent de nous coûter quelque 300 millions d'euros, ça ne va pas. On ne fait pas payer ses propres politiques par un autre niveau de pouvoir ! Quand je les interroge, au fédéral, sur la

ventilation des mesures, sur le type de « ciblage » pour les réductions de cotisation par exemple, on me dit : « Ah, ça, c'est encore à voir »...

En, plus, il y a un vrai débat, que j'essaie de porter mais je me heurte à un mur complet, sur l'efficacité économique de tout ça : si on donne 1,6 milliard de pouvoir d'achat, aussitôt récupéré via les taxes, selon les intentions du fédéral, quel soutien reste-t-il à la fin pour la de-

mande intérieure ? Même chose pour les réductions de cotisations. Bon, quoi qu'il en soit, le débat est : quelle efficacité dans tout cela ? Je pense à l'emploi.

Que faudrait-il faire ?

Le fédéral et les Régions devraient pouvoir dire : voilà les difficultés, comment devons nous agir ? Yves Leterme avait réuni les ministres de l'Emploi et de l'Economie de tous les niveaux de pouvoir en 2009,

quand on était au creux de la vague, et projeté une politique contracyclique, je l'ai rappelé à

Charles Michel. En 2010-2011, nous avons été l'un des pays qui ont le mieux résisté et réagi aux effets de la grande crise financière de 2008. Quand je suggère ça ici, je ne reçois en retour que des sourires narquois.

Une volonté de nuire ?

Je ne veux pas faire de procès d'intention, mais il n'y a pas de

volonté de collaborer. Je leur ai dit : vous avez le Bureau fédéral du plan, vous avez le Conseil supérieur des finances, nous avons l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, il y a un organisme flamand, mettons tout ce monde autour de la table, et disons : voilà, les Wallons auront tel montant en réduction de cotisations, les Flamands ceci, les Bruxellois... Testons les scénarios dans tous ces domaines, écoutons les partenaires sociaux et avançons. Mais non. On sent bien qu'ils ne veulent pas.

Un an au point mort, à vous entendre. Pas de dialogue. C'est dommageable pour la Wallonie ?

Pour réaliser le budget 2016, admettons, c'est compliqué pour tout le monde, on est tous dans les rétrécissements de délais imposés par la gouvernance européenne, soit, mais le reste... Ou alors ils sont encore dans la revanche et la rancune, après un an, ou bien on veut en sortir, avec des gouvernements qui se respectent, et un fédéral loyal et constructif. On n'y est pas.

N'est-ce pas une illusion, ce dialogue ? Vous vous mentez à vous-même, non ? Les majorités sont trop antagonistes...

Pas sur tout, mais on a dialogué sur une série de choses dans le passé avec des gouvernements asymétriques.

Ici, c'est plus que de l'asymétrie...

Mais ça ne doit pas nous empêcher... Ou alors il n'y a plus que les confrontations politiques qui comptent, ou alors on ad-

met que, certes on a des priorités différentes, on est en désaccord sur beaucoup de points, mais on essaie de converger sur quelque chose d'essentiel comme la création d'emplois.

Qu'est-ce qui les bloque ?

La revanche. L'esprit de rancune. Je ne vois pas d'autre explication. Que cela cesse ! ■

Propos recueillis par

DAVID COPPI

et ÉRIC DEFFET

Wallonie « Non à la volupté de l'immobilisme »

L'opposition wallonne pose la question : mais que fait le gouvernement PS-CDH ?

L'opposition, soit elle réalise des sondages dont elle connaît les réponses à l'avance, soit elle dit qu'on ne fait rien... Dois-je aligner ici toutes les réformes en chantier ? Un dossier demande du temps, c'est vrai : la réforme des aides à l'emploi, cela ne s'improvise pas. On veut le faire avec les partenaires sociaux, avoir l'équivalent d'un accord interprofessionnel. Ce sera prêt fin de l'année et en vigueur en 2017. La Wallonie, elle se réforme, elle va mieux...

Ce sera votre message pour les Fêtes de Wallonie ?

Cela me donnera l'occasion de rappeler ce que nous faisons déjà : l'accueil des nouvelles compétences, les grands plans structurants et la recherche de l'équilibre budgétaire. Sur ce point, nous refusons la logique de l'austérité.

Pas question de revenir sur

l'équilibre à l'horizon 2018 ?

C'est un peu tôt pour en parler avec toutes les incertitudes qui pèsent sur nos recettes ou sur les normes comptables. Objectivement, il n'y a aucune urgence tant que nous sommes sous les 3 % de déficit. La commission européenne a assez à faire avec d'autres pays qui sont dans des

situations bien plus compliquées.

Un peu de prospective ?

Le gros devoir qui nous attend, c'est de travailler sur les perceptions et le moral collectif des Wallons. Les chiffres montrent que la Wallonie a raccroché, recollé au peloton par rapport à la Flandre notamment. Il y a aussi des signaux symboliques : quand Marc Coucke investit dans Pairi Daiza, c'est un retournement culturel important. Les Flamands comprennent que la Wallonie a changé et qu'elle progresse, et les Wallons ne perçoivent pas cela. Nous restons dans une sorte de mélodie éternelle : cela

ne va pas. L'opposition noircit le tableau, ce qui ne correspond pas à la réalité statistique ou à la réalité subjective.

Pourquoi les citoyens wallons ne perçoivent-ils pas ce changement ?

Le Wallon a un peu une tendance à l'autoflagellation et au fatalisme. Dans son très beau livre sur sa marche à travers la France, Axel Kahn explique que les régions qui progressent sont celles où les gens sont enthousiastes. Si nous restons dans un esprit négatif, on n'en sortira pas.

Mais peut-on nier les problèmes sociaux bien réels ?

Bien sûr qu'il y a des problèmes sociaux... Mais je rencontre des patrons, des artistes ou des créateurs et je perçois aussi un enthousiasme fou en Wallonie. Hélas, il est occulté par des vieilles litanies persistantes. Une révolution culturelle silencieuse s'est accomplie ces dernières années et on ne le voit pas assez.

Ne manque-t-il pas quelque chose de l'ordre du projet collectif ?

Oui, de l'ordre de l'adhésion culturelle... Regardez Mons 2015, cela a suscité un enthousiasme extraordinaire jusqu'à Charleroi et à Liège. L'événement crée une fierté collective. Pour moi, travailler sur l'état d'esprit, c'est la politique comme je la conçois. J'appelle l'opposition à adopter la même attitude, même si elle doit jouer son rôle. Dans Le Guépard, le prince de Salina dit que le drame de la Sicile, c'est de se complaire dans un immobilisme voluptueux. En Wallonie aujourd'hui encore, il y a un peu de cela : la volupté de l'immobilisme. Certains aiment dire que les choses n'avancent pas, mais ce n'est pas exact. La preuve : quand je rencontre les entreprises, je sens le début d'un patriotisme wallon. ■

Propos recueillis par

D.Ci. et E.D.

ANALYSE

« Ni Blair ni Corbyn »

Paul Magnette là ? Un peu l'optimisme de la volonté qui l'emporterait, malgré tout, sur le pessimisme de l'intelligence.

C'est son état d'esprit (celui, en tout cas, qu'il affiche) vis-à-vis du gouvernement fédéral : dur, grave, déplo- rant qu'ils (le MR...) n'ont pas digéré - d'où la re- vanche, la rancune - d'avoir été écartés des majorités francophones, mais dialo- quant. Au moins dans son interpellation du Premier ministre : voyons-nous, pour des politiques économiques efficaces, pourquoi ne le

voulez-vous pas ?

C'est son état d'esprit en- core quand on lui demande quel sera son « message aux Wallons » pour les fêtes de Wallonie : on se redresse, vous ne voyez pas ?, al- lons-y, du cœur, du courage ! C'est son positionnement enfin quand on lui parle de Jeremy Corbyn, élu à la

direction du Labour en Grande-Bretagne : « Je dis : ni Blair ni Corbyn. Bien sûr, ça fait du bien de voir quelqu'un qui secoue l'austérité, qui a un discours franc. Bien sûr, dans la conscience de gauche pro- fonde, ça me fait plaisir. Mais passé ce moment, il sort du patrimoine une série d'idées comme si le monde n'avait pas changé ! La vraie radicalité,

c'est s'attaquer à la racine des problèmes, anticiper : la nu- mérisation, la robotisation, la "Uberisation", le nouvel hédonisme chez les jeunes, etc. » Et pas même le piteux état de la gauche européenne ne l'abat : « *La gauche nordique se replie sur elle-même, la française et l'italienne pensent que c'est en libéralisant qu'on se modernise, la gauche d'Eu- rope centrale est inexistante ou populiste... Conclusion ? Pour la gauche, le moment est venu d'un aggiornamento, très profond, comme elle l'a fait après '68, quand elle s'est adaptée, et qu'elle a pu alors redevenir une vraie force de proposition.* » Vous parlez d'un chantier des idées !

D.CI, E.D.